

# La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 40/juillet 2007 - 3 numéros par an - [www.andev.com.fr](http://www.andev.com.fr)

## SOMMAIRE

### 02 DOSSIER

- 02 L'occupation, l'adaptation et la fermeture des locaux scolaires
- 02 L'utilisation des locaux scolaires
- 04 L'adaptation des locaux scolaires
- 05 La fermeture des locaux
- 08 L'exemple brestois

### 10 ACTUALITÉS

- 10 Les projets en débat
- 11 Des nouvelles du système d'information premier degré
- 12 Public/privé... la guerre scolaire n'aura pas lieu

### 14 POINT DE VUE

- 14 La réussite éducative fait-elle « bouger les lignes » ?
- 14 Roubaix : protection de l'enfance et prévention de la délinquance
- 16 Valenciennes Métropole : Réussite éducative et politique de la ville
- 18 Pays de Sambre-Avesnois : « Le chemin est long du projet à la chose »
- 19 Nanterre : Réussite éducative et Projet éducatif local

## édito



Claudine Paillard,  
présidente de l'Andev

**M**ais si, malgré la pluie, le vent et les bourrasques, l'été arrive ! Quel que soit le climat, un(e) directeur(trice) d'éducation ne saurait s'y tromper, c'est la fin de l'année scolaire.

Pourtant, l'activité des directions de l'éducation est déjà de l'autre côté des vacances, vers ce jour magique de l'enfance, si attendu ou si craint mais toujours emprunt d'émotion : la rentrée.

Juin, c'est l'heure des inscriptions scolaires, avec son lot de demandes de dérogation (qu'il faudra doubler un jour peut-être ?), des travaux à engager pendant l'été dans des écoles désespérément vides et tristes, du grand nettoyage pour le personnel d'entretien...

Et puis arrivent juillet et août. C'est le moment où, plus ou moins tardivement, selon le calendrier scolaire départemental, les élèves redeviennent enfants. Certaines directions d'éducation orientent alors leur activité vers les loisirs, l'organisation des centres aérés, des stages, des colos. C'est le temps, peut-être, où le (la) directeur(trice) d'éducation ira se faire un petit plaisir en passant la journée avec les animateurs des accueils de loisirs, dans tel lieu de verdure ou au bord de la mer... On peut rêver. Les compteurs sont remis à zéro, le temps se fige un peu pendant la pause estivale.

Certains enfants ne connaîtront pas vraiment cette rupture. Ils fréquenteront les accueils tout l'été. Leurs vacances seront celles que la ville aura pu leur organiser, avec la richesse mais aussi les limites de la vie en collectivité.

Et puis, à peine aura-t-on eu le temps d'oublier de lire le nouveau numéro de *La Communale* que le jour magique sera là, les odeurs de craie peut-être remplacées par les tableaux numériques, mais la pointe d'inquiétude mêlée d'attente (les travaux seront-ils bien prêts en temps et en heure, le personnel en place dans les classes, le mobilier livré, comment se passera le contact avec les nouveaux directeurs ?...) toujours intacte.

# L'occupation, l'adaptation et la fermeture des locaux scolaires

Le dossier du numéro 39 de *La Communale* était consacré à la construction des locaux scolaires. L'évolution des projets scolaires et périscolaires et de la démographie scolaire implique souvent des modifications d'usages plus ou moins maîtrisées de ces locaux, jusqu'à parfois leur fermeture. Le deuxième volet de ce dossier est consacré à l'occupation, l'adaptation et la fermeture des locaux scolaires.

## L'utilisation des locaux scolaires

La conception des locaux scolaires, souvent effectuée en l'absence des équipes enseignantes futures, et l'évolution des besoins sont autant d'éléments qui expliquent qu'entre les usages prévus et l'utilisation réelle des locaux scolaires des écarts existent. La gestion de l'occupation des locaux scolaires est souvent complexe pour un directeur de l'éducation. L'évolution des usages peut avoir des incidences en termes d'entretien des locaux par exemple, voire sur la sécurité. L'utilisation des locaux scolaires est fortement encadrée par des règles précises qui diffèrent selon qu'il s'agit d'une utilisation sur les horaires d'ouverture de l'école ou des temps non scolaires.

### L'utilisation des locaux sur les temps scolaires

#### Pour les activités d'enseignement

L'utilisation du domaine public d'affectation scolaire doit être réservée aux activités liées à l'enseignement et la vie scolaire. Une circulaire du 22 mars 1985 précise ce qui doit être considéré comme faisant partie des besoins de la formation initiale ou continue.

Il s'agit, outre des activités d'enseignement proprement dites (heures de cours et de classe, y compris les enseignements de langue et culture nationale, intégrées dans les jours scolaires ou différées) :

- des actions de formation continue ;
- des activités directement liées à l'enseignement ou qui en constituent un prolongement :
  - réunions des différents conseils (de classe, des maîtres, d'école...), réunions des équipes pédagogiques,
  - réunions syndicales organisées dans le cadre du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'organisation du droit syndical dans la fonction publique, réunion des associations locales de parents d'élèves, réunion d'informations... ;
- des activités qui, en raison de leur intérêt pour les élèves, sont assimilées à des actions de formation.

#### Pour les activités complémentaires

Dans le cadre de la mise en œuvre du transfert de compétence en matière d'enseignement et de l'application de l'article 26 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifié, les communes ont la possibilité d'organiser dans les établissements scolaires, pendant leurs heures d'ouverture, des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires.

L'article L. 212-15 du Code de l'éducation prévoit désormais que « les communes, départements ou régions peuvent organiser dans les établissements scolaires, pendant leurs horaires d'ouverture et avec l'accord des conseils et autorités responsables de leur fonctionnement, des activités éducatives sportives et culturelles complémentaires. Ces activités sont facultatives et ne peuvent se substituer, ni porter atteinte aux activités d'enseignement et de formation fixées par l'État. L'organisation des activités sus-mentionnées est fixée par une convention ».

Une circulaire du 8 août 1985 précise dans quelles conditions ces activités complémentaires peuvent être organisées :

- elles doivent être éducatives, sportives et culturelles, tout en s'inscrivant dans le prolongement de la mission publique et laïque de l'établissement scolaire ;
- elles ne peuvent ni se substituer ni porter atteinte aux activités d'enseignement et de formation fixées par l'État, que celles-ci soient organisées dans le cadre traditionnel ou en milieu scolaire associatif ;
- elles doivent s'adresser aux élèves scolarisés dans l'école concernée ;
- elles doivent être organisées dans des conditions financières permettant à tous les élèves qui le souhaitent d'y participer ;
- enfin, ces activités sont facultatives pour les élèves qui doivent en être informés ainsi que leurs familles.

L'organisation de ces activités est soumise à l'accord du conseil d'école et des autorités responsables du fonctionnement de l'école. La circulaire du 8 août 1985 indique que : « l'initiative en ce domaine de la collectivité locale doit être en harmonie avec le

fonctionnement des établissements et correspondre aux besoins exprimés des élèves, des parents et des maîtres». Ce texte insiste sur l'importance de la cohérence entre les projets conduits au sein de l'école, qu'ils soient à l'initiative scolaire ou communale : «l'élaboration en commun de tels projets au sein des conseils d'école ou des conseils d'administration évite en effet les situations conflictuelles et se révèle un facteur décisif pour la réussite complète de leur mise en œuvre».

À la différence de l'utilisation des locaux hors temps scolaires (voir ci-après), il existe une obligation d'établir une convention entre la commune et ces autorités. Au lieu d'établir une convention école par école, une convention générale avec l'Inspection académique peut être prévue. Bien souvent, dans le cadre de la mise en œuvre des contrats éducatifs locaux, de tels accords ont été conclus ou réactualisés entre les communes et les autorités académiques.

### L'utilisation des locaux en dehors du temps scolaire

Aux termes de l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983, «le maire peut utiliser les locaux scolaires implantés dans la commune pour l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue». Il s'agissait, en 1983, d'une disposition législative tout à fait nouvelle. Jusqu'à cette date, la faculté d'utiliser les locaux scolaires n'ayant été admise que sous certaines conditions par la circulaire n° 78-103 du 7 mars 1978. L'organisation de ces activités doit être compatible avec les principes fondamentaux de l'école publique, notamment la laïcité et l'apolitisme.

La définition de ce champ d'intervention exclut donc de l'utilisation des locaux scolaires toute autre activité. Ainsi, le tribunal administratif de Nantes, le 29 janvier 1992, a rappelé l'interdiction faite à un maire de mettre les locaux scolaires à disposition d'un parti politique par convention pour que celui-ci y tienne ses journées d'été.

La loi réserve au maire, et à lui seul, la décision d'autoriser de telles activités dans les locaux scolaires, mais le conseil d'école doit être consulté, même si cet avis ne lie toutefois pas le maire.

Les activités concernées peuvent être organisées par toute personne physique ou morale, qu'elle soit publique ou privée.

Une convention peut être établie entre la commune, l'utilisateur et le représentant de l'école, mais elle n'est pas obligatoire contrairement à l'utilisation dans le cadre de l'article 26 concernant l'organisation d'activités sur les heures scolaires. Lorsqu'elle est prévue, cette convention doit préciser les obliga-

tions pesant sur l'organisateur en ce qui concerne les règles de sécurité, ainsi que la prise en charge des responsabilités et de la réparation des dommages éventuels. La circulaire du 22 mars 1985 prévoit en annexe un modèle de convention. Cette démarche conventionnelle ayant un caractère facultatif, il est possible pour la commune d'y déroger. Tel peut être le cas, par exemple, lorsqu'un directeur d'école s'oppose à l'installation d'un accueil de loisirs à l'intérieur de ses locaux. Cependant, lorsque l'organisateur de l'activité n'est pas la commune, la passation d'une convention est souhaitable. En effet, selon qu'une convention est passée ou non, les règles de responsabilité sont différentes. À défaut de convention, la commune est responsable dans tous les cas des dommages éventuels. Lorsqu'une convention est établie, elle doit préciser les obligations qui pèsent sur l'organisateur en matière de responsabilité. En effet, la décision du maire d'utiliser les locaux en dehors des heures scolaires lui transfère la responsabilité normalement exercée en matière de sécurité par le directeur d'école pendant les heures scolaires. De ce fait, lorsque l'activité n'est pas organisée directement par la commune, la convention passée avec l'organisateur doit préciser les règles de sécurité applicables et la personne chargée d'y veiller.

## L'adaptation des locaux scolaires

**L'affectation des locaux scolaires aux usages envisagés lors de la construction des locaux évolue très vite et nécessite des adaptations constantes.**

### L'appropriation des locaux par l'équipe éducative

Après la construction d'une école, le décalage entre le temps nécessairement long depuis la programmation de l'équipement, sa construction et son utilisation, l'absence habituelle de référent Éducation nationale stable pendant la durée de l'élaboration du programme de construction, l'évolution rapide des comportements et parfois de l'environnement urbain et social de l'école peuvent conduire la commune à livrer une école dont les différents espaces prévus ne correspondent plus exactement aux besoins identifiés à l'origine. Ces difficultés, qui ne sont pas spécifiques aux constructions scolaires, conduisent certaines communes à travailler sur cette question et en évaluer les incidences sur les coûts. Lors de la réunion du réseau régional d'Île-de-France du 30 mai dernier à Arcueil, les participants s'interrogent. Ils considèrent qu'il existe «un conflit

apparent entre le temps du projet (mandat municipal) et celui de l'éducation (une vie d'enfant)». Ils font aussi ressortir les contradictions qui peuvent apparaître entre les objectifs essentiellement scolaires qui prévalent lors de la conception d'une école et la globalité des besoins de l'enfant (en matière de santé par exemple).

Par ailleurs, pendant toute la durée de vie de l'école, en fonction des équipes pédagogiques qui se succèdent, les souhaits d'évolution des locaux sont nombreux. Parfois ces souhaits d'évolutions s'expriment en demande de travaux ou de petits aménagements. Constamment, dans la décision de prendre ou non en compte ces demandes, la ville doit rechercher un équilibre entre adaptation aux besoins immédiats et évolution sur le long terme, entre spécialisation dans le cadre d'un projet et polyvalence. Quelquefois, ces évolutions se traduisent simplement par des changements d'affectation des locaux (salle de classe devenant atelier, par exemple) sans demande préalable ou particulière d'aménagement. Le secteur éducation est ainsi conduit à assurer un suivi régulier de l'évolution de ces usages en prenant régulièrement connaissance de la réalité de l'occupation des locaux scolaires, à défaut de pouvoir les maîtriser totalement, du fait de leurs éventuelles incidences sur l'entretien, voir même la sécurité de l'établissement...

### ■ L'évolution des besoins

Différents types de besoins sont émergents depuis quelques années :

- lieux d'activités spécifiques (informatique, lecture, ateliers divers...);

- espaces pour les parents (lieux d'accueil, bureaux...);
- accueils pour les petits (classes passerelles...);
- espaces d'accueil périscolaires.

L'exemple de la ville d'Ivry révèle ainsi, au-delà de l'adaptation des locaux à l'évolution des effectifs, la diversité des besoins nouveaux pris en compte par cette ville :

- installation de centre de loisirs;
- évolution des salles de restauration et des offices...;
- création de salles informatiques.

### ■ L'occupation des locaux suite à une fermeture de classe

La terminologie «fermeture de classe» désigne à la fois la suppression d'un poste d'enseignant et la cessation d'utilisation d'une classe.

Une question écrite (n° 18993) de monsieur About, sénateur, publiée au JO le 23 janvier 1997, fait le point sur les compétences respectives du directeur d'école et du maire pour la réutilisation d'une salle de classe devenue vacante à la suite d'une suppression de poste d'instituteur, et sur la possibilité de s'opposer à la réoccupation du local par les enseignants pour des activités (bibliothèque...) génératrices de frais de nettoyage et de sécurité supplémentaires pour la commune. Le ministère de l'Éducation nationale répondait alors en ces termes : «[...] tant que la désaffectation des locaux scolaires du premier degré n'est pas prononcée, leur utilisation par le maire entre dans le cadre des dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 23 juillet 1983 qui lui permettent d'organiser des activités autres que des activités d'enseignement (activités complémentaires sur les temps scolaires et non scolaires)». Dans la même réponse, il était

### VILLE D'IVRY: EXTRAIT DU SITE INTERNET DE LA VILLE

«Les services municipaux estiment la population scolaire en 2012 entre 9 700 et 10 000 enfants, si le taux de natalité reste stable. Un chiffre déjà atteint par le passé, il y a environ vingt-cinq ans. Alors, pourquoi construire et agrandir les locaux scolaires ?

«La moyenne des enfants par classe a baissé et les méthodes d'enseignement ne sont plus les mêmes. Il faut des salles pour les bibliothèques, l'informatique, les langues, la motricité, les activités manuelles. Aujourd'hui, une école ne se cantonne plus à une salle par classe, des sanitaires et un réfectoire [...]»

Pour faire face aux augmentations d'effectifs, la ville a engagé depuis 2002 d'importants travaux dans les écoles maternelles. Des locaux spécifiques pour les centres de loisirs ont été réalisés permettant de libérer des salles de classe pour les écoles.

Plus de 5 000 écoliers fréquentent :

- 213 classes des 15 écoles élémentaires de la ville;
- 147 classes des 25 écoles maternelles.

Ils seront près de 10 000 élèves à Vitry en 2012 :

- deux écoles seront reconstruites;
- deux écoles seront agrandies et rénovées.

On comptera une vingtaine de salles de plus en élémentaire, une dizaine en maternelle.

Les travaux de ces six dernières années :

- deux écoles ont été restructurées;
- des locaux spécifiques pour les centres de loisirs ont été créés dans plusieurs maternelles, les offices de ces écoles remis aux normes;
- des locaux pour le centre de loisirs élémentaire Anton-Makarenko ont été inaugurés en 2005, un autre est en cours de construction;
- des selfs ont été installés dans plusieurs écoles;
- l'ensemble du mobilier scolaire a été complètement renouvelé;
- des cours d'école ont été réaménagés;
- tous les groupes scolaires ainsi que 6 écoles maternelles ont été dotés d'au moins une salle informatique dont la ville assure la maintenance. ■



précisé que, «en dehors du champ d'application de ces dispositions législatives, c'est au directeur d'école, seul, qu'il revient de fixer les modalités d'utilisation des locaux scolaires non désaffectés — y compris les locaux qui seraient laissés vacants par une fermeture de classe —, pendant les heures et périodes au cours desquelles ils sont utilisés pour les besoins de l'enseignement et de la formation. L'utilisation d'un local qui ne serait pas occupé par une classe comme bibliothèque-centre documentaire de l'école, par exemple, est justifiée au regard des nécessités de fonctionnement du service [...]».

Ainsi, suite à une fermeture de classe, des intérêts divergents entre la commune et l'école peuvent apparaître. Le plus souvent, l'école souhaite utiliser ces locaux pour un autre usage (atelier, espace de lecture...). Dans ce cas, c'est la discussion entre la commune et la direction d'école qui permettra de trouver un terrain d'entente (ou non) entre ce que la ville considère comme faisant partie des locaux indispensables au fonctionnement de l'école et ce qu'elle estime comme pouvant être utilisé à d'autres usages. La notion de «nécessité au regard du fonctionnement du service public de l'enseignement» (arrêt du Conseil d'État du 21 février 1994 et 30 janvier 1995) est, dès lors qu'une classe ferme, discutable. C'est pourquoi, de nombreuses communes définissent des critères (nombre d'ateliers jugés indispensables, locaux annexes, salle des maîtres...) constituant un cadre de discussion sur lequel s'appuyer lorsqu'une fermeture de classe intervient.

Si les locaux libres sont considérés comme ne correspondant plus à aucun besoin lié à l'enseignement ou aux activités complémentaires, la désaffectation peut alors être prononcée par la commune (voir ci-après), et les locaux affectés à d'autres usages. Cependant, cette procédure est souvent utilisée lorsqu'un groupe de locaux n'est plus d'usage scolaire, elle est rarement mise en œuvre au fur et à mesure des fermetures de classe à l'intérieur d'un bâtiment ou l'usage scolaire reste majoritaire. Les communes hésitent dans cette hypothèse à prononcer la désaffectation, car il y a en effet toujours un risque de désaffecter des locaux qui pourraient de nouveau avoir, dans un avenir plus ou moins proche, vocation à correspondre de nouveau à des besoins scolaires. De ce fait, de nombreuses communes notamment dans les grandes villes, du fait du déficit de locaux et pour éviter de laisser des espaces vacants, autorisent des associations par convention à occuper les classes fermées et non désaffectées. Cependant, le Conseil d'État, dans un arrêt commun de Pulversheim du 2 décembre 1994, juge que l'affectation à une association d'une classe non utilisée du fait du retrait d'un emploi d'instituteur vaut «désaffectation de ces locaux du service public de l'école maternelle et non pas simple utilisation de ces locaux en dehors des heures scolaires

au sens de l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983, ni organisation d'activités complémentaires au sens de l'article 26 de la même loi». Cet arrêt précise ainsi que ce type d'occupation ne peut être assimilé à ce qui est prévu par l'article 25 de la loi précitée qui ne peut clairement trouver à s'appliquer qu'à des activités organisées en dehors des heures scolaires (exemple : accueil de loisirs, activités sportives...) et non à une utilisation constante des locaux (bureaux d'une association à but éducatif et culturel, par exemple). Ce type d'occupation est assimilé clairement par le Conseil d'État à une désaffectation de fait devant être précédée d'une demande d'avis au représentant de l'État.

Il n'est donc pas juridiquement possible, sans désaffectation préalable, même en accord avec le chef d'établissement, de mettre à la disposition des associations par convention des locaux scolaires non désaffectés, y compris s'il s'agit d'associations qui développent des activités compatibles avec le fonctionnement de l'école.

## La fermeture des locaux

**Les locaux des écoles publiques qui ne sont plus utilisés pour les besoins du service peuvent être désaffectés. La décision de désaffectation des locaux scolaires correspondants est de la compétence du conseil municipal de la commune propriétaire ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, en application de l'article 13-1 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les collectivités locales et l'État, précisée par la circulaire interministérielle du 25 août 1995 (BO n° 41, Arrêt du C.E. des 2 décembre 1994 et 30 janvier 1995, circulaire interministérielle B/89/00 144/c du 9 mai 1989).**

### ■ La désaffectation des locaux scolaires

L'avis du préfet, qui peut s'appuyer sur celui de l'inspecteur d'académie, doit être recueilli par simple courrier préalablement à la désaffectation de locaux scolaires (voir la circulaire interministérielle du 25 août 1995 relative à la désaffectation des biens des écoles élémentaires et maternelles publiques). La désaffectation peut concerner les terrains et les locaux utilisés par les écoles, ainsi que des logements d'instituteurs situés dans l'enceinte scolaire ou comportant un accès direct à celle-ci. Par ailleurs, la décision de désaffectation des locaux prise par le conseil est bien entendu soumise au contrôle habituel de légalité.

La désaffectation ne doit pas être motivée par un simple intérêt, même public, d'une collectivité locale. Elle ne peut être justifiée qu'au regard des besoins du service public de l'Éducation nationale. Le seul retrait d'un poste d'enseignant ne suffit pas à lui seul à justifier la fermeture ou la désaffectation d'une ou de plusieurs classes d'un établissement d'enseignement. Aucun local n'est affecté à un emploi, et la décision de suppression d'un poste n'a donc clairement pas pour corollaire la désaffectation automatique d'une salle. Le service public peut avoir besoin d'utiliser ces locaux à d'autres usages.

La délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant prononçant la désaffectation du bien le libère de son utilisation scolaire. Cependant, tant que celui-ci n'a pas fait l'objet d'une mesure de déclassement, il reste du domaine public avec les caractères qui lui sont attachés et particulièrement son inaliénabilité.

### ■ Le déclassement des locaux scolaires

C'est le Code général de la propriété publique, pris par l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006, qui regroupe l'ensemble des dispositions législatives afférentes à la gestion du domaine public. Un guide pratique (<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>) explique les nouveaux dispositifs juridiques concernant les règles de la gestion domaniale.

Ce guide rappelle que la désaffectation est l'opération qui consiste à ne plus utiliser un bien à l'usage direct du public ou en vue de l'accomplissement d'une mission de service public, tandis que le déclassement est un acte administratif (délibération du conseil municipal) qui fait perdre à un bien son caractère de dépendance du domaine public.

Ces deux notions, qui peuvent paraître similaires, sont en fait deux conditions nécessaires et cumulatives avant la cession d'un bien qui relevait du domaine public, le déclassement étant l'acte qui constate la fin de l'affectation du bien à l'usage du public ou d'un service public.

La commune doit donc, avant de céder légalement des anciens locaux scolaires, les déclasser préalablement pour les incorporer dans son domaine privé. En revanche, il est désormais possible, par dérogation au principe d'inaliénabilité du domaine public, d'échanger ou de céder des propriétés du domaine public à d'autres personnes publiques sans déclassement préalable si ce bien doit rester à l'usage direct du public ou d'un service public (art. L.31 11-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques).

### ■ Les motivations de la commune

La décision de fermer une école est toujours difficile. Elle est souvent motivée par une conjonction de facteurs.

#### La diminution des effectifs scolaires

La motivation principale d'une fermeture d'école est liée à l'évolution des effectifs scolaires à la baisse.

Comme pour les réflexions conduisant à la construction d'écoles, les éléments démographiques, dont les directions d'éducation disposent pour envisager la fermeture de locaux scolaires, restent souvent incertains en terme de projection. Ils se limitent habituellement :

- à la connaissance de l'évolution des naissances ;
- aux prévisions de construction dans les secteurs opérationnels.

Les communes engagées dans ce type de démarches analysent les raisons des baisses démographiques. Sont-elles liées au vieillissement de la population, aux flux de population d'un quartier vers l'autre ? S'agit-il de tendances durables ?

En-deçà d'un certain nombre d'élèves, variable selon le contexte (rural ou urbain), l'école peut être considérée comme n'étant plus pédagogiquement viable. En milieu urbain, la question se pose souvent, par exemple, lorsqu'une école comporte une ou deux classes de moins que de niveaux (moins de trois en maternelle, moins de cinq en élémentaire). Cependant, il n'existe aucune règle en la matière. C'est donc l'appréciation municipale qui prévaut, en lien avec les autorités académiques, dans ce domaine.

Souvent, avant de s'orienter vers une fermeture d'école, une politique d'adaptation progressive du réseau scolaire est mise en œuvre (désaffectations partielles, par exemple) mais, lorsque les baisses d'effectifs se cumulent, ces mesures partielles connaissent des limites, notamment du fait de la restriction d'usage pour les locaux libérés, alors même que des besoins importants autres que scolaires peuvent exister.

Dans les villes qui connaissent des baisses d'effectifs scolaires importantes, le choix de fermer des écoles procède d'un travail de diagnostic et d'analyse qui ne peut être séparé de l'ensemble du projet éducatif local. Il s'agit alors d'engager une réflexion globale à l'échelle de la ville.

#### La rationalisation des coûts

La gestion des écoles pèse lourdement sur le budget municipal. Une école, même sans élèves, continue de coûter à la commune. Les raisonnements économiques sont dans le secteur de l'éducation souvent mal acceptés par la communauté éducative. Cependant, plus les locaux scolaires sont disproportionnés par rapport au nombre d'élèves accueillis, plus les coûts

d'accueil par élève au regard des charges fixes (fluides, maintenance du bâtiment, personnel...) sont élevés. Dans une même commune, les moyennes de coût à l'élève cachent de fortes disparités selon les sites de scolarisation. Ces coûts restent cependant souvent difficiles à isoler, car la comptabilité analytique par école est peu pratiquée dans les communes.

### **L'inadaptation technique des locaux**

La fermeture d'une école peut résulter de problèmes techniques (locaux devenus dangereux ou totalement inadaptés et non restructurables). C'est le cas notamment des écoles très anciennes dont la restructuration est parfois inenvisageable.

### **Les nécessités liées à un projet d'urbanisme**

Les emprises scolaires sont souvent, sur le plan foncier, des enclaves importantes dans les villes et peuvent être un obstacle à des remodelages urbains. Dans ce cas, la décision de fermer ou de déplacer une école peut être prise au bénéfice d'une amélioration de la morphologie urbaine.

### **L'équilibre social**

Certaines communes font le choix de fermer une école pour favoriser la mixité sociale. Avec les mêmes perspectives que lorsque la décision est prise de détruire des immeubles de logement pour «changer l'image d'un quartier», une commune peut souhaiter fermer une école très marquée socialement. En recomposant ainsi sa cartographie scolaire, elle reporte les élèves concernés sur d'autres établissements et vise à favoriser une plus grande hétérogénéité des effectifs.

## **■ La concertation**

La décision de fermer une école nécessite des étapes de concertation nécessaires à la bonne conduite du projet.

### **Avec l'Éducation nationale**

L'ouverture d'une école est le résultat de l'exercice de compétences partagées entre l'État et les communes. Il en est de même pour la fermeture d'une école puisqu'une telle décision a des incidences sur l'affectation du (ou des) emploi(s) d'enseignant correspondant(s) par l'inspecteur d'académie. Ainsi, comme pour les projets de création et d'implantation de classes ou d'écoles, la fermeture d'une école induit une concertation avec l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services de l'éducation nationale et responsable du retrait des emplois, même si les modalités de cette concertation ne sont pas formalisées par les textes.

Le retrait d'emploi par l'inspecteur d'académie peut être, en revanche, effectué sans l'accord de la

commune. Le Conseil d'État (CE n° 87 522, ministre de l'Éducation nationale/commune de Meilhan-sur-Garonne, 28 octobre 1992) a en effet considéré qu'«aucune disposition législative ou réglementaire ne subordonne le retrait d'emploi d'instituteur à l'intervention préalable d'une délibération du conseil municipal décidant de la fermeture de la classe». Le Conseil d'État a d'ailleurs jugé que, légalement, la consultation de la commune, avant toute décision de retrait de poste, n'était pas obligatoire.

L'État peut éventuellement s'opposer à une mesure de fermeture de locaux scolaires s'il considère que la commune ne fournit pas les locaux nécessaires au bon fonctionnement du service public, au regard des critères départementaux d'effectifs. L'article L. 211-3 du Code de l'éducation, modifié par l'article 81 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, prévoit en effet que l'inspecteur d'académie peut proposer au préfet la mise en œuvre de la création par l'État d'un établissement d'enseignement s'il considère que les locaux prévus par la commune sont insuffisants pour le bon fonctionnement du service.

Cependant, et parallèlement, le conseil d'État (arrêt du CE du 11 octobre 1992, commune de Lancrans) a jugé qu'une commune peut revoir l'organisation des classes ouvertes en procédant à des regroupements pédagogiques, même contre l'avis de l'Inspection académique. Dans cette décision, le juge considère qu'en fermant deux écoles de sa circonscription et en redistribuant tous les élèves (dans une classe maternelle sise dans l'un des anciens bâtiments et dans deux classes élémentaires installées dans l'autre), un conseil municipal n'a fait qu'user de ses pouvoirs. Il a procédé en l'espèce à un examen au fond, puisqu'il a considéré que «eu égard aux effectifs d'élèves concernés, à la résidence de leurs parents sur le territoire de la commune, le conseil municipal n'a pas entaché d'une erreur manifeste son appréciation de l'intérêt des élèves». En revanche, il n'a pas contrôlé l'opportunité du choix des salles retenues dans les immeubles abritant les classes.

La fermeture d'une école peut aussi être imposée à la commune par l'Éducation nationale. C'est le cas dans la procédure de regroupement d'écoles entre plusieurs communes lorsqu'il s'agit de communes distantes de moins de trois kilomètres, dès lors que l'une des communes compte moins de quinze élèves (article L. 212-2 du Code de l'éducation). Deux types de regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) sont alors possibles :

- un RPI dispersé : chaque école rassemble les élèves de plusieurs communes par niveau pédagogique et garde son statut juridique et sa direction d'école ;
- un RPI concentré : l'ensemble des élèves des communes concernées est scolarisé dans l'école de l'une des communes.



### Avec les familles

La concertation avec les familles n'est pas une étape obligatoire dans la fermeture des locaux scolaires. Il apparaît cependant qu'il s'agit d'une étape indispensable dans la conduite de l'opération. L'attachement des familles à leur école est souvent revendiqué et la décision de fermeture s'accompagne en général de fortes réticences, que seul le débat citoyen peut permettre d'objectiver. Il est sans doute regrettable que, contrairement aux procédures prévues dans le cadre des opérations d'urbanisme par exemple, une telle procédure de concertation ne soit pas envisagée par les textes.

### ■ Les différentes modalités

La fermeture de locaux scolaires aboutit soit à une procédure de regroupement d'écoles, soit à la fusion entre deux écoles, soit encore au « transfert » des élèves de l'école fermée vers une ou plusieurs écoles par simple modification de la sectorisation scolaire lorsqu'elle existe.

#### Les regroupements d'écoles de plusieurs communes (RPI)

Les communes ont la possibilité de se réunir pour l'établissement et l'entretien d'une école. Les regroupements pédagogiques intercommunaux peuvent s'appuyer sur des établissements publics de coopération intercommunale.

Les réseaux d'écoles sont, contrairement aux regroupements pédagogiques, généralement sans conséquence sur la structure pédagogique des écoles qui les composent. Ils s'agit, pour plusieurs écoles d'une seule commune ou de plusieurs communes, appartenant ou non à un regroupement pédagogique intercommunal (RPI), de favoriser la mise en commun de moyens, d'équipements et des projets pédagogiques. La possibilité d'expérimenter des établissements publics d'enseignement primaire, prévue par la loi, devait prioritairement s'appliquer aux réseaux et aux RPI mais reste pour l'instant très peu mise en œuvre.

#### Les fusions d'écoles au sein d'une commune

Il s'agit de la réunion de deux écoles en une structure unique ou bien du regroupement des élèves de deux écoles dans une seule des deux structures. Peuvent être fusionnées des écoles élémentaires ou des écoles maternelles, ou encore une école maternelle et une école élémentaire.

La fusion de deux écoles comporte nécessairement la fermeture administrative, par l'Éducation nationale, de l'une d'entre elles et, le cas échéant, une modification de l'implantation des classes issues de la fusion. Dans la mesure où la réunion de deux écoles implique la suppression d'un emploi de

directeur, une telle décision ne peut être prise qu'en étroite concertation entre l'inspecteur d'académie et la commune.

Des questions particulières se posent lorsque l'une des deux écoles qui fusionnent est en ZEP et pas l'autre. La conservation du statut d'école prioritaire est alors à négocier avec les autorités académiques.

La fusion de deux écoles induit l'augmentation de la taille de l'école concernée. Là encore, il n'existe aucun seuil maximum prévu par les textes quant à la taille « acceptable » d'une école, mais de simples recommandations.

### L'exemple brestois

**À Brest, en dix ans, la ville a fermé plus de dix écoles. La démarche brestoise est à la fois ponctuée par un volontarisme politique fort et le souhait d'instaurer une large concertation. Les étapes de mise en œuvre et les modalités de concertation sont décrites par Jacqueline Munzer, directrice de l'Enfance scolarisée à Brest (29).**

### ■ Le contexte brestois

En 1995, Brest compte 47 écoles maternelles et 40 écoles élémentaires pour 12 110 élèves. Les effectifs sont en baisse constante et de nombreuses classes sont fermées tous les ans. De ce fait, le patrimoine scolaire est surdimensionné. Par ailleurs, les écoles maternelles ne sont pas toutes à proximité d'écoles élémentaires et se trouvent donc isolées.

Enfin, la ville de Brest délègue les inscriptions des élèves aux directeurs et n'a pas souhaité définir de périmètres scolaires. Les familles ont la possibilité d'inscrire leurs enfants dans l'école de leur choix.

La ville constate que des écoles sont à moitié vides et que d'autres, considérées comme attractives, sont surchargées.

### ■ Les réflexions préalables

En 1990, la ville, plutôt que de mettre en œuvre une sectorisation scolaire, définit une capacité d'accueil par école en tenant compte des locaux scolaires et périscolaires.

En 1995, la ville souhaite prendre des mesures rapidement pour analyser les flux d'élèves et rééquilibrer les effectifs en redonnant aux écoles leur vocation d'écoles de quartier.

Une étude est menée sur le réseau scolaire afin d'examiner la situation de chaque école (effectifs, locaux, personnel, etc.). Trois types d'écoles posent particulièrement problème :



- des écoles dont l'état de vétusté ne permet pas d'envisager une reconstruction ou une restructuration ;
- des écoles situées dans des quartiers dont la démographie est en baisse ;
- des petites écoles maternelles isolées comportant deux ou trois classes.

## ■ La mise en œuvre

En décembre 1996, une déclaration au conseil municipal annonce la volonté de l'équipe municipale de restructurer le réseau scolaire pour améliorer l'accueil des enfants en créant des écoles de quartier et en assurant une mixité sociale.

Cette déclaration prévoit d'associer tous les partenaires aux décisions. Elle annonce qu'à la rentrée 1997 cinq écoles seraient fermées, puis cinq maternelles isolées et deux groupes scolaires avant la fin du mandat.

En janvier 1997, les partenaires sont réunis, et une équipe de pilotage du dossier composée de deux élus, d'un représentant du cabinet du maire et de deux responsables administratifs est constituée.

En mars 1997, une délibération du conseil municipal annonce des fermetures et la création d'une « commission des sages » chargée d'étudier le réseau scolaire et de faire des propositions.

Le rapport des sages est remis à la ville en automne 1997.

En novembre 1997 :

- instauration des premiers périmètres scolaires ;
- création du fichier des élèves ;
- mise en œuvre des améliorations prévues suite à la fermeture des écoles (amélioration du taux d'encadrement du personnel ATSEM, prise en charge des transports, augmentation des crédits classes de découverte, récupération du matériel de l'école fermée par l'école d'accueil...);
- création de groupes de travail de secteurs scolaires : réunion une fois par an de tous les partenaires éducatifs des secteurs scolaires.

En janvier 1999, fermeture de deux écoles maternelles. Ces fermetures sont suivies, en 2001, de la fermeture d'une école élémentaire puis, en 2007, de la fermeture d'une école maternelle et d'un groupe scolaire.

Il reste aujourd'hui 73 écoles pour 8926 élèves.

## ■ Les modalités de concertation

### Avec l'Inspection académique

Deux méthodes ont été mises en œuvre.

- Lorsque la ville a annoncé son intention de fermer une école, une négociation a été conduite avec l'Inspection académique afin que les postes d'enseignant

de l'école fermée soient affectés à l'école d'accueil. La ville avait ainsi pour objectif que la moyenne d'élèves par classe dans « l'école d'accueil » soit équivalente ou plus faible à la moyenne existante dans l'école fermée.

- À l'inverse, lorsque l'Inspection académique prévoit de supprimer un poste dans une maternelle de deux classes, la ville ne souhaitant pas maintenir d'école maternelle à une seule classe, l'inspecteur d'académie supprime alors les deux postes, conduisant ainsi à la fermeture de l'école par la ville.

Dans le cadre de cette concertation, l'objectif visé par la ville est de trouver un équilibre entre la baisse des effectifs, le nombre de postes supprimés et la géographie scolaire.

### Avec les familles

Il s'agit à la fois d'informer les familles directement concernées, de connaître leur avis et leurs intentions, mais aussi de communiquer avec l'ensemble des Brestois. De ce fait, différentes modalités d'information et de concertation sont mises en œuvre :

- information dans la presse : journaux, radio, télé ;
- information des directeurs d'écoles et des parents d'élèves : organisation de réunions ;
- courrier adressé à chaque famille pour les informer de la décision de fermeture ;
- enquête pour connaître les intentions des familles quant au lieu de scolarisation de leurs enfants ;
- organisation de journées « Portes ouvertes » dans l'école d'accueil. ■

## VILLE DE MONTREUIL : « CONSTRUIRE UN PROJET COMMUN GLOBAL ET COHÉRENT »

La ville Montreuil vient d'adopter le deuxième avenant à son « Contrat d'objectifs et de partenariat pour la réussite scolaire des élèves de Montreuil pour 2007-2011 ».

Ce document de près de 40 pages, signé par le recteur, l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux, et le député-maire de la ville, est un document à la fois d'orientation sur des objectifs ambitieux et d'engagement sur des actions précises et directement opérationnelles. Il est la traduction du travail de fond engagé à Montreuil depuis de nombreuses années dans le secteur éducatif.

Contacts : [daniel.grossain@mairie-montreuil93.fr](mailto:daniel.grossain@mairie-montreuil93.fr)

# Les projets en débat

**Pendant la campagne électorale, des projets de réforme du secteur éducation ont été débattus ou évoqués. Un certain nombre concerne directement ou indirectement les collectivités locales. Nous vous livrons ci-après les interrogations de l'Andev sur ces projets.**

## La sectorisation scolaire

Les termes « carte scolaire » (affectation des enseignants) et périmètre ou sectorisation scolaire (affectation des élèves) continuent d'être régulièrement confondus dans le débat national...

Par ailleurs, les discussions, sans que cela soit explicite, portent aujourd'hui principalement sur le second degré. Cependant, peut-il dans ce domaine y avoir des politiques différentes pour le premier et le second degré, alors même que certains maires et présidents de Conseils généraux appellent à une plus grande cohérence de la sectorisation entre le premier et le second degré ?

Enfin, la question de l'assouplissement vers laquelle on semble actuellement s'orienter est abordée sous l'angle de la gestion des dérogations. Parfois même en évoquant la possibilité de déroger sur des critères déjà prévus par la loi (continuité scolaire, fratrie).

### ■ La position de l'Andev

L'Andev s'est déjà exprimée à plusieurs reprises sur la question de la sectorisation en estimant que c'est au niveau local de déterminer l'intérêt de la suppression ou de la mise en place de la carte scolaire, en fonction du contexte scolaire, en laissant ainsi aux élus le soin de répondre en fonction des situations sociales et démographiques de leurs communes à la question de fond de ce débat : la sectorisation scolaire renforce-t-elle la ségrégation scolaire ? La suppression de la sectorisation scolaire, en facilitant l'accès aux bons établissements des meilleurs élèves en Zep, favorise-t-elle réellement la discrimination positive ?

L'Andev s'interroge par ailleurs sur le lien entre les effets de la suppression de la carte scolaire et l'évaluation des établissements. S'agira-t-il, en donnant toute liberté de recrutement aux établissements, de recomposer la géographie scolaire et de remettre ainsi en question le collège unique ?

### ■ Service minimum

Au départ prévu pour les transports, la question des services minimum est aussi discutée pour l'enseignement. Pour le premier degré, on peut craindre

que les communes soient mises à contribution afin d'assurer, en cas de grève, un accueil minimum avec le personnel municipal. À suivre...

### ■ Service des études surveillées

La mise en place d'un service obligatoire d'études surveillées semble surtout concerner le second degré pour lequel l'organisation de services après les temps scolaires reste embryonnaire. Il s'agirait alors d'obliger (?) des enseignants à effectuer des heures supplémentaires, rémunérés par l'État (?), pour mettre en place de l'accompagnement scolaire.

Si cette obligation devait aussi porter sur le premier degré, elle remettrait en cause la libre administration des communes à organiser les temps périscolaire. La question du paiement des enseignants (combien et par qui), alors même que les textes prévoient aujourd'hui les bases de rémunération sur ces temps, serait alors posée.

### ■ « Base élèves »

L'actualité de cette question est particulièrement posée par les réactions des parents d'élèves qui s'y opposent du fait des renseignements (nationalité, renseignements médicaux...) qui y figurent.

Malgré ces oppositions et celles d'un certain nombre d'enseignants, la mise en place de « Base élèves », qui a pris beaucoup de retard par rapport au calendrier prévisionnel, est en cours d'accélération (voir ci-après).

Hormis les problèmes de fond que pose « Base élèves » sur la question du respect des compétences communales en matière d'inscription des élèves et du suivi de l'obligation scolaire, l'Andev constate que le travail sur les interfaces avec les logiciels spécifiques des communes n'est toujours pas réglé. De ce fait, la saisie dans bien des villes est effectuée en double (dans les communes et dans les écoles) avec une perte de temps et d'efficacité franchement regrettable.

### ■ Réussite éducative

L'avenir de la démarche reste incertain. L'Andev s'inquiète, car, actuellement dans plusieurs villes, on note des délais administratifs longs pour rece-

voir les crédits. Certains crédits sont par ailleurs à la baisse.

L'Andev souhaite que le dispositif puisse continuer dans des conditions de fonctionnement acceptable, et que les crédits de programmation soient bien maintenus comme prévu lors de la mise en place du dispositif, jusqu'en 2009.

### ■ **Scolarisation des enfants handicapés**

Il reste beaucoup à faire. Si la loi du 11 décembre 2005 pose les principes de base, sur le terrain il subsiste de nombreuses difficultés (manque de personnel, statut des personnels...).

## **Des nouvelles du système d'information premier degré**

**Le ministère de l'Éducation nationale a réuni le comité de pilotage du système d'information (SI) premier degré auquel l'Andev participe. Lors de cette réunion du 11 juin dernier, des éléments d'information ont été apportés sur le déploiement du système et les perspectives envisagées. La vision ministérielle est beaucoup plus optimiste que celle des membres de l'Andev qui regrettent, une nouvelle fois, que les articulations avec les communes et le travail sur les interfaces n'aient pas constitué une priorité dès le lancement du programme.**

### ■ **Bilan du déploiement de « Base élèves »**

— 95 départements ont commencé à déployer « Base élèves ».

— 15 000 écoles utilisent « Base élèves » avec des succès variables d'un département à l'autre. Des départements sont pionniers : l'Essonne, le Loir-et-Cher, le Puy-de-Dôme, la Gironde et l'Orne.

— 2 000 mairies se connectent et ont un usage direct de « Base élèves ».

11 700 000 élèves ont été « créés » avec l'application au titre de l'année 2006-2007, et 120 000 élèves le sont déjà au titre de l'année 2007-2008.

— Toutes les équipes des Inspections académiques (quatre personnes par IA) ont été formées (vingt sessions réalisées par l'équipe nationale de 2004 à 2007). Par ailleurs, des journées interacadémiques dédiées aux IEN et cadres de l'IA ont été réalisées depuis 2006 (457 participants dont 155 IEN, 213 représentants des IA).

— La formation des directeurs d'écoles s'effectue progressivement.

Hormis pour l'Ille-et-Vilaine, « Base élèves » est essentiellement renseignée par les écoles publiques, l'enseignement privé y étant, semble-t-il, opposé au niveau national.

### ■ **Perspectives 2008**

Les prévisions de déploiement concernent 20 000 écoles pour la rentrée 2007-2008 et 40 000 écoles pour la rentrée 2008. Il manquera donc 10 000 écoles publiques et la majorité des écoles privées.

Malgré ce rythme plus lent que prévu, il semble que le ministère n'envisage pas d'utiliser des mesures coercitives qui permettraient d'obtenir un déploiement plus rapide.

### ■ **Les interfaces**

Après avoir annoncé à plusieurs reprises que les interfaces avec les logiciels déjà utilisés par les villes ou les directeurs seraient possibles, ce travail vient en réalité seulement d'être engagé. Chaque académie a désormais désigné un « référent » spécialisé dans les interfaces. Ces référents ont été réunis au ministère fin mars. Il ne semble pas qu'ils aient pour l'instant pris contact avec les communes concernées. Le MEN travaille sur trois types d'interfaces :

— les interfaces avec les logiciels directeurs d'écoles pour la reprise des données et les constats de rentrée. Cela concerne les logiciels suivants : le « directeur », « director », « GSC2 », « GSC3 », « Darwin 8/logiscol », « APLON » et « Magister » ;

— les interfaces avec les logiciels mairie «maison». L'interface «aller» (des mairies vers «Base élèves») existe depuis mars 2007 pour quelques villes (Bordeaux, Perpignan, Reims). Cette interface permet seulement d'«ajouter» les nouveaux inscrits. D'autres villes semblent s'inscrire dans cette logique: Metz, Limoges, Brest, La Rochelle. Par ailleurs, l'interface avec GEPI (logiciel de la ville de Paris) a été réalisée en 2006, 136 000 élèves sont concernés;

— les interfaces avec les logiciels mairie «éditeurs». Une réunion organisée par le ministère a eu lieu récemment avec la plupart des éditeurs: Arpèges, Sigec, Technocarte, Carte, Ciric, Mairisystem, Apri-cam, Ecolesoft, Magnus.

Six sites pilotes ont été choisis par ces éditeurs pour une mise en production en décembre. Les interfaces sont prévues en «aller» et «retour» (de «Base élèves» vers les logiciels des villes). Le ministère annonce un objectif de «généralisation» de janvier à mars 2008. On peut rester circonspect sur cet objectif, sachant que, parallèlement, il n'a pas été prévu de financement pour ces développements. Il semble donc que les éditeurs les préfinancent

avant d'en répercuter les coûts sur les mairies qui souhaiteront les mettre en œuvre.

### ■ Sécurisation

Plus de 1 000 clés d'accès ont été expérimentées avec, comme difficultés essentielles, l'oubli des codes PIN par leurs utilisateurs. Leur généralisation est donc prévue. À partir de septembre 2008, 100 000 à 400 000 clés seront distribuées (coût 5 à 10 euros par clé). Des clés seront gracieusement distribuées aux communes pour leur usage spécifique...

### ■ Outil de simulation de la carte scolaire

Le ministère travaille sur un outil de simulation de la carte scolaire destiné aux IA. Cet outil est en cours de test. Il permettra :

- de récupérer les prévisions et les effectifs constatés;
- de créer des critères (Zep/non Zep par exemple);
- d'entrer des paramètres (seuils d'ouverture/fermeture, décharges...).

Il pourra être généralisé en novembre 2008. ■

## Public/privé...

## La guerre scolaire n'aura pas lieu

**La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (articles 82, 87 et 89) a étendu aux écoles privées l'obligation de participation des communes au financement de la scolarité des enfants fréquentant une école sise dans une autre commune que celle de leur résidence.**

L'Andev avait été la première organisation à alerter l'opinion, dès la fin du mois d'août 2004, sur la teneur de ce texte et sur ses conséquences, ainsi que, quelques mois plus tard, sur la circulaire 2005-206 du 2 décembre 2005 qui visait à préciser les modalités d'application de ces articles et le calcul du coût de ces charges. Là encore, l'Andev, très vite suivie par d'autres organisations, avait estimé que «outre les confusions et les insuffisances rédactionnelles du texte, celui-ci semblait dépasser sa fonction interprétative et ne semblait pas dans ces conditions pouvoir être appliqué en l'état».

Le Conseil d'État, saisi depuis plus d'un an de cette question, s'est enfin prononcé à l'issue des élections présidentielles en annulant la circulaire. Cependant, cette annulation s'appuie sur un simple problème de forme au motif qu'«elle n'aurait pas dû être signée par les directeurs de cabinet des ministres de l'Intérieur et de l'Éducation natio-

nale» mais qu'elle aurait dû être paraphée par des «directeurs d'administration centrale». L'Enseignement catholique a, de ce fait, immédiatement déclaré son souhait de voir régler ces problèmes de forme pour que la circulaire puisse s'appliquer. Au vu de la polémique précédemment déclenchée et des faiblesses sur le fond de ce texte, on peut cependant raisonnablement estimer que le ministère ne se lancera pas dans la rédaction d'une nouvelle version de celui-ci.

Cependant, la suppression de la circulaire ne règle pas les problèmes de fond posés par la loi dont le ministère s'est d'ailleurs empressé de préciser qu'elle restait applicable et qu'elle devra l'être, comme le recommandait la circulaire, en privilégiant la recherche de l'accord des communes concernées.

Ainsi, même si la guerre scolaire est évitée, les risques de contentieux subsistent et la polémique reste latente! ■



## Direction d'école, le livre de bord

Georges Texier



Hachette Éducation vient d'éditer un ouvrage destiné aux directeurs d'école «débutant». Il est présenté comme un guide pratique proposant :

- un échéancier des tâches de l'année ;
- une organisation matérielle, élaborée année après année ;
- des thèmes de réflexion.

Bien présenté, ce document de 543 pages est certainement un outil utile aux jeunes directeurs.

On ne peut que regretter le peu de place consacrée aux relations avec les communes (dix petites pages seulement !) et la manière très insuffisante dont celles-ci sont traitées.

Paris, Hachette, 2007, 543 pages,  
[www.hachette-education.com](http://www.hachette-education.com).

## Éducation et décentralisation

Bernard Toulemonde



La Documentation française, dans sa collection «Problèmes politiques et sociaux», édite cet ouvrage coordonné par B. Toulemonde sur un sujet qu'il affectionne. Richement documenté grâce aux contributions de chercheurs reconnus et surtout laissant la place à une grande diversité de points de vue politiques et syndicaux, cet ouvrage, d'une lecture facile, permet de faire le point sur l'actualité de cette question.

Paris, La Documentation française,  
mars 2007, 120 pages,  
«Problèmes politiques et sociaux», n° 934.

## LE CONGRÈS DE DUNKERQUE

Le congrès annuel de l'**Andev** se prépare. Celui-ci se tiendra du mercredi 14 au vendredi 16 novembre 2007. Il portera cette année sur un sujet d'actualité : l'éducation et le développement durable.

Une première présentation du congrès se trouve sur la page d'accueil de notre site Internet. Un questionnaire a été élaboré pour préparer ce congrès et vous a été adressé par mail. Il vise à mieux connaître les pratiques des villes et des directions de l'Éducation et à prendre votre avis sur un certain nombre de questions concernant cette thématique. L'analyse des résultats sera diffusée au moment du congrès. Elle permettra d'alimenter et d'enrichir les débats qui s'y tiendront. C'est ainsi, grâce à vos contributions au fil des

thématiques de nos rencontres, qu'une meilleure approche de nos missions, fonctionnements et problématiques se construit.

Cette nouvelle enquête est à remplir directement en ligne. ■

## UN NOUVEAU SITE INTERNET

Ça y est, le nouveau site de l'**Andev** est en ligne. Allez le découvrir : [www.andev.fr](http://www.andev.fr).

Pendant la migration, certaines rubriques ne sont pas accessibles (bases de données) et nous nous en excusons. Cette situation devrait être améliorée au plus tard pour la rentrée. N'hésitez pas à nous donner votre avis ! ■

# La Réussite éducative fait-elle « bouger les lignes » ?

Un an après, la Réussite éducative a-t-elle permis de ré-interroger ou au contraire de contourner le droit commun, la structuration mise en place s'appuyant sur des établissements publics administratifs est-elle efficace et utile, qu'en est-il des relations avec l'État ? Quels sont les liens avec la nouvelle loi sur la prévention de la délinquance ? La Réussite éducative fait-elle « bouger les lignes » sur le rapport entre le territoire et la compétence second degré ? Voici plusieurs éclairages sur ces questions à travers quatre lectures différentes à Roubaix, Valenciennes, au pays de Sambre-Avesnois et à Nanterre.

## Roubaix : protection de l'enfance et prévention de la délinquance

En présentant les modalités d'interventions du dispositif de Réussite éducative à Roubaix, Abdelhouahab Zhari s'interroge sur l'articulation entre la réforme de la protection de l'enfance et celle de la prévention de la délinquance, et sur la délicate question du partage de l'information dans le respect de la vie privée et de la nécessaire relation de confiance avec l'usager.

### Protection de l'enfance, prévention de la délinquance et Réussite éducative

Rappel : le maire veille à la scolarisation de tous les enfants de moins de 16 ans de sa commune. Il tient un fichier nominatif comprenant les nom, prénom, adresse et lieux de scolarisation de l'enfant, ainsi que les coordonnées du responsable légal. Il met à disposition les bâtiments scolaires, prend en charge les fournitures pédagogiques et veille à l'entretien des locaux.

Au-delà de ces obligations, les villes peuvent intervenir sur des missions complémentaires : la restauration scolaire, les classes transplantées, les activités périscolaires, etc.

### Définition et construction des Projets éducatifs locaux (PEL)

Depuis la mise en œuvre des Projets éducatifs territoriaux, les villes se sont attachées à développer le partenariat avec d'autres institutions : l'Éducation nationale, la Caisse d'allocations familiales, le Conseil général...

À partir d'un état des lieux et d'un diagnostic commun à l'ensemble des partenaires, un projet éducatif est construit. Il répond à plusieurs objectifs locaux visant la réussite scolaire et éducative de l'ensemble des enfants du territoire.

Les projets partenariaux mis en œuvre s'inscrivent dans une démarche intégrée prenant en compte les réponses apportées dans le cadre des dispositifs de droit commun de chacune des institutions.

C'est dans cette logique que le Projet éducatif local roubaisien a été construit à partir de 2000. Il préconise un portage commun des orientations éducatives à mener sur le territoire communal, tout en évitant de « saucissonner » les interventions en fonction des différents dispositifs financiers. Le dispositif de Réussite éducative est l'un des volets du Projet éducatif.

### L'évaluation des politiques éducatives

Comme pour l'ensemble des politiques publiques, les interventions éducatives menées sur un territoire doivent faire l'objet d'une évaluation. Des indicateurs de suivis mesurables doivent être construits, les résultats ainsi obtenus sont confrontés aux objectifs initialement fixés.

Au-delà des indicateurs de performances scolaires des enfants, il est également nécessaire de construire les éléments de mesure des actions « éducatives et culturelles » animées par les acteurs du PEL.

L'évaluation des politiques publiques doit reposer sur des statistiques partagées entre les différentes institutions impliquées dans le PEL. L'observation de l'évolution de ces données statistiques peut inciter les partenaires institutionnels à réviser les orientations ou les actions qui sont à mener.

### Le dispositif de Réussite éducative à Roubaix

Le dispositif de Réussite éducative a été instauré par la loi de programmation pour la cohésion du 18 janvier 2005, dite loi Borloo, volet « Égalité des chances ».

Il s'adresse à un public ciblé et repéré, c'est-à-dire à des enfants âgés de 2 à 16 ans présentant des signes de fragilité (des difficultés sociales et/ou scolaires). Le

repérage est effectué par l'Éducation nationale. C'est une intervention individuelle dans la confidentialité, le respect de l'enfant et de sa famille. L'objectif est d'accompagner l'enfant et sa famille afin d'améliorer les conditions de sa scolarisation et de son épanouissement personnel.

### Les équipes de Réussite éducative

La ville de Roubaix a fait le choix de recruter trois travailleurs sociaux (deux éducatrices spécialisées et une assistante de service social). Leurs missions sont les suivantes :

- l'animation de deux équipes de Réussite éducative ;
- le développement et l'animation du réseau partenarial ;
- le suivi ou l'accompagnement social auprès de l'enfant et sa famille (40 enfants par animatrice).

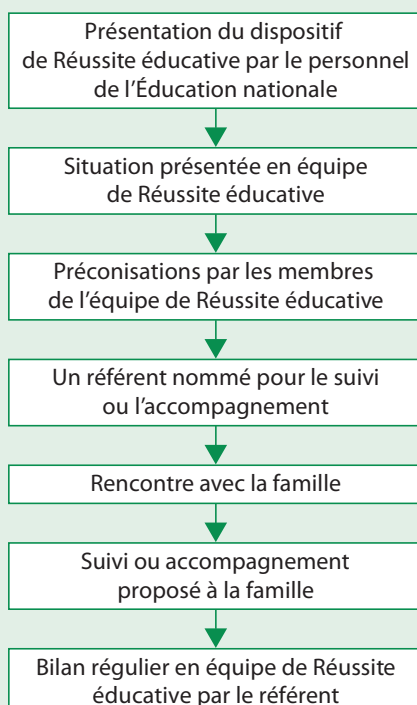
### La composition des équipes de Réussite éducative

Les équipes sont constituées des personnes suivantes : le médecin scolaire, le psychologue scolaire, l'infirmière scolaire, l'assistant de service social, le coordonnateur REP, le conseiller principal d'éducation, l'animatrice de l'équipe de réussite éducative.

### Les réunions

Les équipes de Réussite éducative se réunissent une fois par mois. La situation de l'enfant et sa famille est présentée après un accord oral ou écrit de la famille.

#### Les étapes de la mise en place du dispositif auprès de la famille



## Le partage des informations à caractère social

### Les interrogations des partenaires

La mise en place du dispositif a suscité quelques réticences de la part de certaines institutions et notamment d'autres services sociaux pour plusieurs raisons.

D'une part, les travailleurs sociaux recrutés par la ville de Roubaix sont appelés « les animatrices de l'équipe de Réussite éducative » et, d'autre part, leurs bureaux sont situés dans les locaux du service Éducation de la mairie de Roubaix. Les partenaires se sont interrogés sur le secret professionnel, et la question qui est revenue de manière récurrente : peut-on préserver le secret professionnel au sein de la collectivité territoriale ? Il a fallu rassurer les partenaires et leur expliquer le fonctionnement mis en place pour garantir la confidentialité du travail mené auprès des familles et de l'enfant.

Les animatrices des équipes de Réussite éducative sont soumises au secret professionnel de part leur formation. Elles travaillent de manière nominative uniquement en équipe de Réussite éducative pour évoquer la situation de l'enfant et sa famille.

De plus, les locaux du service éducation ont été aménagés pour préserver la confidentialité des suivis ou des accompagnements des familles. Le personnel du service ou d'autres services ne connaît pas l'identité des familles. Les animatrices préservent ainsi l'anonymat des familles au sein du service.

### La signature de la charte de confidentialité

Tous les membres des équipes de Réussite éducative ont signé une charte de confidentialité. Elle correspond à la charte de confidentialité établie entre le Conseil général et l'Éducation nationale. Elle a été élaborée conformément aux recommandations de la circulaire de la Délégation interministérielle à la Ville en date du 27 avril 2005 sur la mise en place des programmes de Réussite éducative. Ainsi, tous les membres sont soumis aux mêmes règles de confidentialité dans le respect des missions et des responsabilités de chaque professionnel. Les membres se sont engagés à ne divulguer aucune information à l'extérieur concernant les familles. Seules les informations pouvant expliciter la situation familiale sont échangées entre les membres des équipes de Réussite éducative.

### Le travail auprès des familles

L'autorisation de la transmission des informations est demandée à chaque fois aux familles (respect de l'article 9 L, n° 70-643 du 17 juillet 1970 du Code civil : « Chacun a droit au respect de sa vie privée »). Dès l'entrée de l'enfant dans le dispositif, la famille est associée à toutes les actions et les démarches

proposées. En parallèle, la famille a la possibilité de participer à un temps de la réunion des équipes de Réussite éducative. L'objectif des animatrices de ces équipes est de restaurer l'autonomie des familles en grandes difficultés sociales et d'apporter une aide ou un soutien à un moment donné.

## **Valenciennes Métropole : Réussite éducative et politique de la ville**

La communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole se compose de 35 communes qui ont décidé de se grouper pour développer ensemble des actions qu'elles ne pourraient mener seules. C'est au titre de sa compétence « Politique de la ville » que Valenciennes Métropole a développé une thématique « Éducation », qui est devenue un axe majeur du contrat de ville 2000-2006. Corinne Masson, directrice du GIP Réussite éducative de Valenciennes Métropole, s'interroge sur la conduite des partenariats et sur le rapport entre réussite éducative et protection de l'enfance.

### **Politique de la ville et Réussite éducative**

Aujourd'hui, la politique de la ville vit une période de transformation, elle donne une importance accrue à la conduite de stratégies locales de cohésion sociale. Les communes de l'agglomération de Valenciennes Métropole conçoivent cette stratégie de cohésion sociale dans une double optique :

- aider les personnes les plus en difficulté ;
- prévenir la reproduction de mécanismes d'exclusion.

Pour ce faire, des moyens sont mobilisés : les crédits spécifiques dans le cadre des CUCS (contrat urbain de cohésion sociale qui fait suite au contrat de ville), mais aussi la mobilisation d'un ensemble de ressources de droit commun à travers la construction d'un partenariat opérationnel avec le Conseil général, le Conseil régional, les services de l'État, la CAF, la CPAM...

Plusieurs axes de travail sont visés dans les CUCS :

- l'habitat cadre de vie ;
- le développement économique et l'accès à l'emploi ;
- l'éducation ;
- la santé ;
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance.

Concernant l'éducation et le développement du dispositif de Réussite éducative, l'agglomération s'appuie sur différentes lois et circulaires et notamment :

- la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale ;
- la circulaire interministérielle du 24 mai 2006 sur l'élaboration des CUCS ;
- la circulaire interministérielle du 11 décembre 2006 sur la définition et la mise en œuvre du volet éducatif des CUCS ; elle est cosignée par le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, le ministre délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille ainsi que par la ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité.

Le cadre d'intervention est donc fixé par cet ensemble de textes et doit bénéficier aux enfants de 2 à 16 ans et à leurs familles. Les territoires prioritaires visés sont les zones urbaines sensibles et les territoires en réseau d'éducation prioritaire.

### **Les acteurs, les actions et le partenariat**

Concrètement, pour travailler efficacement au sein de l'équipe pluridisciplinaire de Réussite éducative, il s'agit, autour d'une situation individuelle de :

- développer du partenariat local par la mise en réseau des professionnels de la santé, de l'éducation et du social ;
- vérifier ensemble que tous les moyens de droit commun ont été activés, par exemple ceux de l'Éducation nationale (médecine scolaire, RASED...), du Conseil général (services sociaux et PMI), ceux de la santé (structure comme le centre médico-psychologique) ou des fonds sociaux de la CPAM...
- et, ensuite, de développer des préconisations nouvelles avec les crédits spécifiques et cela de manière concertée.

### **La charte de confidentialité**

Une charte de confidentialité départementale existe. Elle a été diffusée par l'Inspection académique du Nord ; des professionnels du Conseil général ont participé à son contenu.

Cette charte rappelle, dans son préambule, le plan de cohésion sociale et la mise en œuvre du dispositif de Réussite éducative :

« Le plan de cohésion sociale prévu par la loi du 18 janvier 2005 vise notamment à restaurer l'égalité des chances pour les jeunes de quartiers défavorisés ne bénéficiant pas d'un environnement social familial et culturel favorable à un développement harmonieux. »

Pour parvenir à cet objectif, le dispositif s'appuie en particulier sur :



- une structure juridique (un groupement d'intérêt public pour Valenciennes Métropole) et sur des équipes pluridisciplinaires qui identifient les besoins ;
- les professionnels locaux qui mutualisent leurs compétences afin d'apporter une aide globale et adaptée.

Dans ce cadre, les professionnels sont amenés à échanger des informations nominatives, ce qui implique la détermination d'un cadre de fonctionnement garantissant à la fois :

- le droit au respect de la vie privée des enfants et des familles ;
- la stricte confidentialité des échanges.

Huit articles existent dans la charte et, sans les détailler tous, on peut au moins citer le premier : « Art. 1 : l'information des familles et leur accord sont un préalable nécessaire. »

Ce principe déontologique prévaut pour tout partage d'informations, concernant une situation nominative, par les professionnels de l'équipe pluridisciplinaire réunis en cellule de veille éducative. Nous proposons à la famille de venir elle-même en cellule de veille et d'échanger les informations qu'elle juge pertinentes au regard de la difficulté de l'enfant ou du jeune.

### Les difficultés du secret professionnel partagé

Les professionnels en présence proviennent d'institutions ou de structures très différentes ou encore de collectivités territoriales qui n'ont pas de prérogatives l'une sur l'autre (exemple : commune et département). Ils peuvent être du personnel de l'Éducation nationale, du CCAS, du Conseil général, d'associations locales, de clubs de prévention ou des personnels municipaux (service enfance, jeunesse, sports, culture, restauration scolaire...). L'intérêt est de partager un regard particulier sur l'enfant. L'enfant est multiple et, selon les lieux qu'il fréquente, il se comporte différemment. C'est donc la multiplicité des regards qui va permettre la complémentarité entre les professionnels en présence et orienter les préconisations de travail.

Localement, la constitution de cellule de veille éducative autour de l'examen de situations individuelles peut s'avérer laborieuse et éveiller de la méfiance ; le partage d'informations entre professionnels dans ces conditions est rendu difficile.

Le fonctionnement actuel n'est donc pas satisfaisant. Or, il serait nécessaire de donner une crédibilité plus forte à la politique publique en jouant la transparence et l'ouverture vis-à-vis des familles et des enfants concernés. On échange de l'information dans un but relativement précis : parce que l'on estime que cela va aboutir à une meilleure prise en charge, une meilleure résolution des problèmes, et

chacun doit en obtenir un gain sinon ce n'est pas la peine, c'est une perte de temps. Si on fait le constat que l'on est peut-être un peu plus fort, un peu plus efficace et rationnel dans l'utilisation des moyens, alors on peut échanger.

La règle fondamentale est de démontrer la plus-value de l'information, autrement c'est du bavardage.

Le deuxième point essentiel est la « traçabilité » de l'information<sup>[1]</sup>. Une information a toujours un propriétaire qui est lui-même responsable de son information. La difficulté est de sérier l'information utile et pertinente, et là c'est un travail qui peut permettre de faire évoluer les pratiques des professionnels de l'équipe pluridisciplinaire. Il faut, sans doute, construire un protocole plus précis au niveau local pour permettre une dynamique d'action.

L'existence d'un protocole écrit paraît nécessaire : écrire quelle sera la procédure pour réunir l'équipe pluridisciplinaire, le lieu où cela va se passer, les personnes qui seront autour de la table...

Dans le compte rendu, il faut écrire ce que l'on échange, cela n'est pas simple et oblige à réfléchir à ce qui est préjudiciable à la personne. Il faut donc une personne en charge de faire l'ordre du jour de la réunion (les gens viennent en ayant préparé et en discutant en amont dans les services) et aussi de faire le compte rendu de la réunion.

L'information délivrée doit être ajustée au besoin exprimé. À l'occasion de l'écriture de l'information, il faut pratiquer l'exercice du « ni plus ni moins », ajuster l'information par rapport à l'action. Il faut donc une rigueur entre les différents partenaires.

Il est nécessaire aussi de soumettre la pratique de l'échange d'informations nominatives à la notification de la personne intéressée si elle n'est pas présente, et le faire au moment choisi, lui signifier que l'on a échangé l'information concernant telle ou telle caractéristique : en faire un principe d'intervention actif.

La rigueur dans l'échange d'informations permet de tenir une ligne de conduite renouvelée.

La Réussite éducative tient résolument de ce qui est de l'intérêt de l'enfant et non de préoccupation relevant d'un retour à l'ordre public.

Le projet de Réussite éducative se situe donc clairement dans des missions de protection de l'enfance.

[1] Concept développé par Michel Marcus, délégué général du Forum français pour la sécurité urbaine.

## **Pays de Sambre-Avesnois :**

### **« Le chemin est long du projet à la chose »**

Le GIP-DSU de Sambre-Avesnois a participé au montage de sept dispositifs de Réussite éducative sur son territoire. Il anime, avec les services de l'État, des réunions entre les sept coordonnateurs, ceci afin d'échanger sur les difficultés, de mutualiser les outils, de provoquer le débat afin d'optimiser l'efficacité des dispositifs de Réussite éducative. Après deux ans de fonctionnement, Lorenzo Cristante, chargé de mission Éducation et prévention, effectue un premier bilan d'étape.

#### ■ Les objectifs nationaux

La loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 met en place le Plan de cohésion sociale autour de trois piliers : l'emploi, le logement et l'égalité des chances.

C'est dans ce troisième pilier que le dispositif de Réussite éducative (DRE) trouve sa place. Ce programme à destination des enfants issus des ZUS et des REP affichait plusieurs objectifs :

- mettre l'enfant et sa famille au cœur du programme ;
- donner toutes ses chances à chaque enfant ;
- accepter l'idée que l'école a un rôle prépondérant mais qu'elle ne peut pas tout ;
- proposer une intervention éducative, culturelle, sociale et sanitaire ;
- organiser une mobilisation de tous les acteurs au service des enfants nécessiteux, souvent hors temps scolaire ;
- mettre à disposition des partenaires locaux des moyens nouveaux en lien avec l'existant.

Le document édité par la DIV en avril 2005 prônait un dispositif de Réussite éducative d'un montage simple, des principes simples, un programme d'une grande souplesse, un partenariat incontournable avec des équipes opérationnelles et une communauté éducative mobilisée... pour une réactivité forte.

#### ■ Le partenariat

S'il est incontournable, il ne va pas de soi... En effet, l'engagement est très inégal, qu'il vienne des parents ou des professionnels, pour des raisons de moyens (manque de médecins scolaires ou de professionnels de santé sur le territoire...), pour des raisons de choix politique (absence du Conseil général aux EPS...), pour des raisons éthiques (partage du secret professionnel...), pour des raisons de stratégie éducative (peu ou pas de lien entre le dispositif, le CUCS et le PEL quand il existe) ou pour des raisons d'habitude. On peut aussi s'interroger si cette colla-

boration imparfaite ne trouve pas sa source dans le déficit de concertation en amont, de l'État avec ses partenaires institutionnels dans la phase de gestation du dispositif...

Pour autant, il convient de souligner le rôle d'accompagnement des services de l'État dans le montage du dossier. Pour amplifier ce partenariat, il serait intéressant de provoquer un échange État et Ville au moment de l'étude des dossiers en préfecture afin de parvenir à une vraie co-instruction.

#### ■ La mise en œuvre

Le montage se voulait simple... mais chacun des partenaires a son mode de fonctionnement, sa déontologie, ses missions et ses limites... De plus, les lois et les procédures (comptabilité publique...) alourdissent le montage et la mise en œuvre du DRE. Un problème, souvent rencontré, a été la définition des critères d'éligibilité liés à la notion très subjective de « Réussite éducative » par un groupe de professionnels cooptés... L'autre sujet de réflexion est la publicité faite par les communes au DRE.

Nonobstant ce constat, il faut souligner la mobilisation sans faille des villes qui se sont engagées.

#### ■ La définition des parcours

Il convient, ici, d'insister sur la pertinence et le consensus autour des parcours dessinés par les EPS et proposés aux parents. Ceux-ci les ont en général acceptés, même si certaines propositions ont été difficiles à formuler et à négocier (hygiène corporelle, suivi psycho...). Même si les parents ont souvent accepté les propositions des EPS, il leur est fréquemment difficile de respecter leurs engagements.

La réussite des parcours réside dans l'accompagnement des familles ; l'arrivée de référents devra permettre de mieux suivre et évaluer les parcours proposés. Ils doivent être perçus comme un vrai projet individualisé (en co-construction avec les familles) et non comme une succession d'actions juxtaposées.

#### ■ Les actions

Avec plus ou moins de difficultés, il est possible de trouver des partenaires de qualité pour les actions. Des difficultés résident pour les actions liées à la santé où le manque de professionnels de droit commun sur le territoire oblige à faire appel aux libéraux, ce qui alourdit les besoins financiers. De ce point de vue, il est à noter la différence entre les barèmes de l'État et les tarifs demandés par certains acteurs... Autre difficulté rencontrée, la réelle participation et le manque de mobilité

de certaines familles pour aller vers les lieux des actions qu'ils n'ont pas l'habitude ou qu'ils hésitent à fréquenter.

## ■ Le pilotage

Du point de vue du portage politique, peu de souci. La difficulté réside souvent dans la solitude du coordonnateur au milieu d'un ensemble de partenaires très différents, peu habitués à travailler ensemble, et au milieu desquels son positionnement est encore peu identifié. Il faut noter aussi la jeunesse des coordonnateurs (souvent un premier poste) qui, s'il est un gage de dynamisme et d'engagement, est aussi une source de difficultés (à se faire reconnaître) face aux partenaires en place. Pour ces coordonnateurs parfois débutants, il serait intéressant d'imaginer un plan de formation, à défaut de plan de carrière, au sein de leur structure.

En conclusion, on peut dire que le DRE a besoin de vieillir pour se bonifier. En effet, le DRE a besoin de temps pour fidéliser et légitimer la confiance des partenaires, trouver sa vitesse de croisière, affiner son fonctionnement, trouver sa place dans le champ du travail social et asseoir le coordonnateur au milieu de ce réseau d'acteurs aussi dense qu'hétéroclite. L'idée du DRE ne peut être remise en cause. Cette idée de mutualisation des énergies autour d'une problématique d'enfant pour lui dessiner un projet de réussite éducative est bonne et pertinente, mais comme le disait Molière « Le chemin est long du projet à la chose... ».

## OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SÉCURITÉ DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

L'Andev a réagi sur son site à la mise en place d'une étude par l'Observatoire, concernant les sanitaires dans les écoles. Cette étude prévoit en effet de réaliser une enquête auprès des enseignants volontaires de CM1 et CM2. L'Andev s'est exprimée afin d'insister sur le rôle des collectivités locales dans ce domaine et sur leur nécessaire association à cette étude. Les représentants de l'Observatoire nous ont depuis contactés et rassurés en nous confirmant que plusieurs élus locaux avaient déjà été auditionnés dans ce cadre et que l'Andev allait par ailleurs être conviée à participer à ces travaux. Invitation acceptée! ■

## Nanterre : Réussite éducative et Projet éducatif local

Dans le cadre du dispositif de Réussite éducative à Nanterre, Alain Bocquet, directeur d'éducation insiste sur les caractéristiques principales des actions mises en place. Elles prennent tout leur sens dans le projet éducatif de la ville, qu'elles enrichissent; elles ajoutent, à la prise en compte de parcours individuels, l'indispensable accrochage au travail de droit commun, notamment dans une perspective d'« éducation durable »; elles jouent un rôle de « passeur » entre les populations les plus fragilisées et les acteurs éducatifs territoriaux (institutionnels et « volontaires »). La Réussite éducative permet ainsi de faire « bouger les lignes », de créer de nouvelles passerelles, d'adapter les réponses du service public en s'appuyant sur le principe de l'éducation partagée. La création des ateliers thérapeutiques en est une bonne illustration.

## ■ Vie psychique et sphère éducative : une pratique villageoise du soin

Dans le cadre du dispositif Réussite éducative, la ville de Nanterre soutient l'initiative du secteur de pédopsychiatrie en direction des écoles et des enfants en difficulté. Rusla Vial-Durand, psychologue-psychanalyste, est responsable des ateliers.

Les pratiques de soins inspirées du travail freudien se déploient à partir du préalable suivant: une étanchéité de structures sépare le travail de la vie psychique de ce qui relève plus particulièrement de la sphère éducative et de l'apprentissage. En effet, les questions de l'intime requièrent le coussin de la neutralité et du secret et, de ce fait, rendent peu souhaitables, voire prohibées, certaines interférences du milieu naturel du patient. Cependant, l'esprit de la psychiatrie « désaliéniste », issue du mouvement de psychothérapie institutionnelle, a montré le chemin de pratiques soignantes ouvertes sur la ville et prôné le maintien d'une intégration partielle du sujet sur son lieu de vie, sollicitant de la part des soignants la volonté de se risquer sur le terrain du partenariat avec, entre autres, les écoles. Ce fut l'occasion d'expériences originales chaque fois fécondées par le militantisme de quelques-uns. S'agissant de « ce qui ne tourne pas rond » et qui résiste au sens commun, pouvait-il en être autrement ?

## ■ Un contexte social bouleversé

L'esprit de travail dans lequel nous concevions nos anciennes pratiques d'intégration s'inscrivait dans un contexte social différent de celui d'aujourd'hui. En effet, multiplier les recherches et pratiques inno-

## COMMUNICATION

La ville de Dunkerque vient d'éditer le numéro 7 de son journal d'information des écoles *Cahiers et Crayons*. Il y est question, notamment, des travaux dans un groupe scolaire, du festival de l'Enfance, de réussite éducative et du conseil municipal.

Un petit journal qui, comme l'indique dans son édit Joëlle Crockey, adjointe déléguée à l'Éducation, aux Sports et à la Petite enfance, « reflète bien l'intense activité du secteur Éducation de la ville de Dunkerque ainsi que la pluralité des niveaux de réflexion nécessaires ».

vantes d'intégration s'appuie impérativement sur un socle institutionnel minimal, celui de la capacité de « vivre ensemble ». C'est au moment où ce socle est en voie de fragmentation que ce qui relevait jusqu'alors de la créativité mutuellement contrôlée de quelques-uns devient une injonction (loi Handicap). Quelles que soient leurs particularités, tous doivent être dans l'école... Doit-on, encore maintenant, sérieusement parler de « d'intégration », alors qu'elle suppose la stabilité du milieu accueillant ? Aujourd'hui, les professionnels de l'école sont soumis à rude épreuve, obligés d'accompagner une cohorte impressionnante de jeunes enfants qui, sans relever stricto sensu de la psychiatrie, présentent de sérieux troubles de la personnalité, dans lesquels nous n'incluons pas même les effets dévastateurs des petits narcissismes en effervescence, monnaie courante de la modernité. Pour l'heure, en dépit de professionnalismes dont on ne salue pas assez ce qu'ils ont parfois d'héroïque, les voies de la confusion ambiante se révèlent forcément délétères. Commence l'histoire de la patate chaude... La recherche des responsabilités s'enflamme, les savoir-faire s'échouent au pays du sentiment de vacuité, et l'école, tant il est vrai que l'on ne tape que sur ce qui tient debout, se trouve accusée de toutes les turpitudes, alors qu'en dépit de ses imperfections elle reste une colonne vertébrale sur laquelle on peut

s'appuyer... Peut-être conviendra-t-il un jour de saisir qu'en amont, comme en aval de l'école, mais aussi pendant, il existe une école de la vie qui se délite du fait du chômage de masse et de ces nouvelles formes d'emprise : l'objet qui dévore l'homme, qui dévore l'image, qui dévore le lien social.

## ■ Une enclave de résistance

Certains professionnels du secteur de pédopsychiatrie ont décidé d'opérer un virage conséquent au regard de leurs habitudes. Afin d'accompagner les complexités de la modernité, il fallait innover, créer des mini-équipes soignantes basées sur des ateliers thérapeutiques de proximité. Solidarisés, selon les cas, avec trois ou quatre écoles maternelles et primaires, ces dispositifs souples forment un maillage entrelaçant un ou plusieurs groupes d'accueil à temps partiel (sur le temps scolaire), des rencontres fréquentes avec les enseignants de la classe d'appartenance, un travail d'élaboration avec les parents, des groupes de réflexion sur les pratiques qui concernent tous les instituteurs, un travail serré avec les psychologues du réseau sans lesquels il serait impossible de mener à bien cette entreprise, ainsi qu'un séminaire réunissant l'ensemble des psychologues de Nanterre. Déjouer la tentation du « pompier de service » tendance alibi, installer une continuité de présence en éveil, lutter contre la confusion des langues, des places, voire des générations, sans jugements ni préjugés s'atteler aux dires, « faire le scribe », créer un espace partagé de vivantes incertitudes qui puisse rendre à chacun sa part de créativité. Là où le passage à l'acte tient lieu de pensée, le travail soignant capable de mobilité et d'adaptation en fonction des situations permet de tamiser la pulsion en faisant place à l'impensé. Il ne peut exister qu'à la condition d'une « pratique qui s'invente chaque jour », rassemble et différencie simultanément les acteurs d'un partenariat qui, en aucun cas, ne peut se décréter d'une quelconque position de surplomb. ■

## La Communale

**Édition de L'Andev**  
Hôtel de Ville, BP 26,  
35031 Rennes cedex  
Tél. : 02 23 62 16 60

**Directrice de la publication**  
Claudine Paillard

**Rédaction**  
Andev, 82, rue de Paris,  
35000 Rennes

**Comité de rédaction**  
Francis Oudot,  
Claudine Paillard,  
Élisabeth Saby,  
Jean-Michel Grenier,  
Alain Bocquet, Michel Bayet

**Maquette - Réalisation**  
Atelier graphique  
CNDP/SNPIN

**Secrétariat de rédaction**  
Marie-Noëlle Séverin  
Coline Meirieu  
CNDP/SNPIN

**Imprimerie** du SCÉRÉN-CNDP  
31, rue de la Vanne,  
92120 Montrouge

**ISSN** en cours

**Tirage** 1 000 exemplaires

**Dépôt légal** juillet 2007

